



Sections du PUY DE DOME

COMPTE RENDU DU CHSCT 22 Novembre 2019

En préambule, les élus FO-FINANCES ont lu la liminaire suivante :

Monsieur le Président,

L'état général de la santé de nos collègues témoigne de la dégradation continue des conditions de travail des agents des ministères économiques et financiers.

Dans un contexte d'augmentation continue des charges de travail et de poursuite des suppressions d'emplois, l'explosion des risques psychosociaux est de plus en plus lourde de conséquences pour la santé physique et psychologique des agents.

Depuis 2009 à la DGFIP, 631 trésoreries ont fermé sur tout le territoire national. Leur nombre est passé de 4.200 en 1998 à 2.354 en 2017 (44 % en moins). L'ensemble des missions de la DGFIP est mis à mal par la démarche stratégique, le plan d'adaptation des structures au réseau (ASR) et plus globalement la déclinaison de CAP 2022.

A la douane, le plan stratégique douanier a pulvérisé le réseau. Qu'en reste-il ? Ici et là des lambeaux. En Auvergne, en 4 ans, 3 bureaux sur 4 ont fermé. Quant au dernier, en sursis, il se retrouve à gérer l'ensemble des missions des 4 départements auvergnats. Du côté du reclassement des agents, celui-ci est toujours en cours. Pour certains collègues, une énième restructuration se profile. Conclusion, des agents de plus en plus anxieux quant à leur avenir.

L'INSEE a connu les mêmes vicissitudes et nous aurons aussi une pensée pour nos collègues de la DGCCRF et des services communs des laboratoires.

La numérisation à marche forcée de l'ensemble des procédures de l'Administration ne sert souvent que de prétexte à des suppressions d'emplois et la concentration des missions à un niveau régional voire interrégional. Elle participe activement à la déstructuration des missions et des métiers des agents des ministères économiques et financiers.

De même que le chômage est connu comme facteur de risque d'atteinte à l'intégrité psychique, le premier facteur de risque de stress au travail en Europe est « la réorganisation du travail » devant « la charge de travail », « le harcèlement » ou « le manque de soutien des collègues et des supérieurs ». Et on peut affirmer qu'avec les restructurations permanentes, tous les agents de toutes directions confondues sont une population à haut risque.

Aussi sommes-nous particulièrement inquiets de voir l'Administration s'obstiner à tenter d'imposer son projet de géographie revisitée, rejeté par une large partie des personnels à la DGFIP, du devenir des agents de la DGDDI avec le transfert du recouvrement de la quasi-totalité des taxes (11 sur 14) en 2020.

Ces pseudo-réformes se font sans dialogue social et sans concertation.

Le manque de visibilité que ce soit sur nos missions et la réforme du système de pension pour les fonctionnaires ainsi que celui du statut amplifient ce climat déjà très anxiogène.

Pour mettre un terme aux risques majeurs encourus par les agents, les représentants FO-Finances exigent le retrait des projets qui sont mis en œuvre dans nos ministères et l'ouverture de véritables négociations sur les conditions d'exercice des missions.

Sans une réelle prise de conscience de votre part quant aux conséquences du mal-être sans cesse grandissant de l'ensemble des agents, votre responsabilité y compris pénale pourrait être engagée.

Le Président a répondu que sa principale préoccupation est les relations humaines. Les autres responsables d'administration ont acquiescé.

1- Rapport des Visites de l' Inspecteur Santé et Sécurité au Travail

2- Suivi des visites de l' ISST et des médecins de prévention

Dans l'ensemble, les points les plus saillants ont été résolus. Le gestionnaire du site de Chamalières a relancé l'entreprise chargée de l'aménagement du coin fumeur le 25 novembre dernier. Toujours à Chamalières, une société d'acoustique va réaliser une étude pour résoudre les problèmes sonores du bureau des recettes de Clermont Métropole/Amendes.

Reste à voir, les problèmes de mises aux normes des escaliers de secours dans les locaux de l'INSEE. Le gestionnaire a sollicité la Préfecture du 63. Celle-ci a répondu que le désamiantage du site avait déjà été financé et qu' elle ne souhaite pas programmer ces nouveaux travaux de sécurité. On nous parle d'immobilisme des agents mais les délégués FO parlent de la sécurité des agents.

3- Information relative à la mise en place du télétravail à l'INSEE

Il s'agit d'une mise en place progressive, un seul jour par semaine. Le matériel est fourni par l'administration. L'agent a, à sa charge, l'installation électrique et la connexion internet. 6 agents sont concernés sur Clermont-Ferrand, par choix ou pour raison médicale. Les agents en télétravail exercent leur activité au même titre que les agents sur site. Le bilan semble positif puisque toutes les personnes ont renouvelé leur demande.

4- Mise en place du Wifi à l' ENFIP

L'ENFIP a sollicité les services de la DISI pour l'installation du Wifi dans ses locaux et notamment dans la salle Paul Frémont et deux salles du 3ème étage.

L'installation se matérialise par des bornes Wifi dans les deux zones. Ces bornes respectent les normes d'exposition (0,05W), elles se situent à une hauteur 2,10 mètres.

Les bornes seront éteintes lorsque les salles seront inutilisées.

Une attention particulière a été portée pour les personnes électrosensibles (zones sans Wifi dans les salles).

5- Formation des stagiaires de l' ENFIP aux gestes de premiers secours

La circulaire du 02 octobre 2018 souhaite que 80 % des agents publics soient formés aux gestes de premiers secours et ce avant la fin du quinquennat.

Le directeur de l'ENFIP sollicite le CHSCT du Puy de Dôme pour le financement des stagiaires de l'école. Nous avons pris en compte les retours des CHSCT des départements où se situent des écoles DGFIP. Ils ne souhaitent pas financer l'intégralité de cette formation. L'ISST a indiqué qu'une convention est en cours de rédaction entre le Secrétariat Général du Ministère et des organismes de formations aux premiers secours. Cette convention permettrait de dispenser gratuitement cet apprentissage.

Les délégués du CHSCT décident d'attendre le retour de cette information, afin de pouvoir prendre une décision en toute connaissance de cause.

6 - Point d'information sur la situation des agents du SIP Sud après leur réinstallation.

Suite à leur réinstallation, des agents du SIP Sud ont connu des problèmes de santé. Des analyses d'air ont été réalisées par la Société APAVE et un suivi médical est assuré par le médecin de prévention.

Les agents sont inquiets pour leur santé. Ceux-ci ont eu accès au rapport du médecin de prévention mais pas de celui de l'APAVE.

Pour répondre à l'inquiétude des agents, FO Finances a proposé au Président l'organisation d'une réunion avec un technicien de l'APAVE, le médecin de prévention, les délégués du CHSCT et un représentant de l'administration et ce pour répondre aux questions légitimes des agents.

Le Président a accepté cette proposition.

Questions diverses :

→ L'ENFIP a réalisé un film sur les risques liés à l'amiante. Il devrait être diffusé à l'ensemble des agents des administrations économiques et financières.

→ Les services sociaux devraient être réinstallés au RDC du bâtiment de Berthelot (Aile C).

Suites à divers échanges, un projet a été retenu. Les opérations de consultation des entreprises ont été lancées le 14 novembre dernier. La clôture des réceptions des offres est fixée au 05 décembre 2019.

La Maîtrise d'œuvre est assurée par Euclide. Les travaux devraient débuter au mois de janvier 2020 pour une durée de 16 semaines.

Le PCR, service le plus proche ne devrait pas être impacté par ces travaux puisque l'espace nécessaire est déjà réservé.

→ DDFIP - entrée côté Maréchal de Lattre, les agents de la Direction vont avoir des badges. Il restera un digicode pour les personnes qui viendront en stage. Les changements de codes seront fréquents. Une information sera envoyée aux personnes concernées dès que changement.

Les délégués du CHSCT :

Titulaires : Christine PEREIRA (FO-DGFIP) - Jean Marc LE FAY (FO-DGFIP)

Suppléants : Françoise MEHEL (FO-Douanes) - Hélène SEGAULT (FO-INSEE)